

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
44200 Nantes

Nantes, le 15/03/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/03/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PIA

Rue de Londres
44370 LOIREAUXENCE

Références : N5-2022-275_Rapport

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/03/2022 dans l'établissement PIA implanté Rue de Londres 44370 LOIREAUXENCE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite se déroule dans le cadre du respect du Programme Pluriannuel de Contrôle (PPC).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PIA
- Rue de Londres 44370 LOIREAUXENCE
- Code AIOT dans GUN : 0006303530
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

L'établissement réalise des activités de thermolaquage (application de peintures poudre uniquement), de sablage et métallisation (galvanisation) et de traitement de surfaces (dégraissage et passivation).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Risque incendie
- Gestion des déchets
- Eaux superficielles
- Situation administrative
- Rejets atmosphériques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|--|---|--|-------------------|
| Contrôle de la qualité des eaux pluviales – VP | Arrêté Préfectoral du 29/07/2003, article 8.4 | / | Sans objet |

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|---|--|--|-------------------|
| Réserve incendie – Constat visite précédente | Arrêté Préfectoral du 29/07/2003, article 12.3 | / | Sans objet |
| Tableau de classement des installations – VP | Arrêté Préfectoral du 05/06/2009, article 2 | / | Sans objet |
| Consommation d'eau | Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 55 | / | Sans objet |
| Recensement des parties à risques | Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 10 | / | Sans objet |
| Installations électriques – conception | Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17 | / | Sans objet |
| Confinement des eaux incendie – dimensionnement | Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20.III | / | Sans objet |
| Confinement des eaux incendie – consignes | Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20.III | / | Sans objet |

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|--|---|--|-------------------|
| Contrôle des rejets atmosphériques – Constat VP | Arrêté Préfectoral du 29/07/2003, article 9 | / | Sans objet |
| Présence des rétentions – Constat VP | Arrêté Préfectoral du 29/07/2003, article 8.2.3 | / | Sans objet |
| Cessation d'activité – Constat visite précédente | Code de l'environnement du 01/01/2016, article R.512-66-1 | / | Sans objet |
| Traçabilité des déchets – Constat VP | Arrêté Préfectoral du 29/07/2003, article 10.3 | / | Sans objet |
| Entretien des locaux | Arrêté Préfectoral du 29/07/2003, article 6 | / | Sans objet |
| Garanties financières | Arrêté Ministériel du 31/05/2012, article 2 | / | Sans objet |
| Installations électriques – chauffage des bains | Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54 | / | Sans objet |
| Moyens de lutte incendie – moyen d'alerte | Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14 | / | Sans objet |
| Moyens de lutte incendie – extincteurs | Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté, au cours de ce contrôle, des non-conformités pour lesquelles l'exploitant devra justifier de mesures correctives.

L'exploitant fera part de l'ensemble de ses propositions d'actions correctives sous 1 mois accompagnées d'un échéancier de mise en oeuvre.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Contrôle des rejets atmosphériques – Constat VP

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2003, article 9 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques |
| Prescription contrôlée : La fréquence des contrôles réalisés sur les rejets atmosphériques n'est pas respectée : <ul style="list-style-type: none">- des mesures sont donc à réaliser dans les meilleurs délais sur les rejets des installations de TTS, d'application de peintures poudres, de sablage et de métallisation,- prendre des dispositions pour que la fréquence de ces mesures soit respectée. |
| Constats : Le jour de l'inspection, les rapports SOCOTEC 2020 et 2021, référencés respectivement E14Q320991 et E14Q3211536, relatifs aux contrôles des rejets atmosphériques ont été consultés. L'ensemble des paramètres contrôlés sont conformes et n'appellent pas de commentaire de la part de l'inspection des installations classées. Afin de respecter les fréquences de réalisation de contrôles, l'exploitant a indiqué avoir mis en place un tableau numérique lequel dispose de "rappels" à date. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Contrôle de la qualité des eaux pluviales – VP

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2003, article 8.4 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales |
| Prescription contrôlée : La fréquence des contrôles réalisés sur les eaux pluviales n'est pas respectée : <ul style="list-style-type: none">- des mesures sont donc à réaliser dans les meilleurs délais sur les eaux pluviales,- prendre des dispositions pour que la fréquence de ces mesures soit respectée. |
| Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué qu'initialement, le rendez vous pour le contrôle des eaux pluviales était fixé le 04 mars 2022. Néanmoins, l'organisme en charge de ce contrôle a indiqué que les faibles précipitations reçues dernièrement ne permettaient pas de réaliser ce prélèvement. Le contrôle des eaux pluviales sera réalisé dès que possible. → L'exploitant informe l'inspection des installations classées quand le contrôle des eaux pluviales est réalisé et transmet le rapport dès réception de celui-ci. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Présence des rétentions – Constat VP

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2003, article 8.2.3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions |
| Prescription contrôlée : Plusieurs fûts et conteneurs contenant des produits susceptibles de créer une pollution ont été vus sans être associés à une rétention et ce, à l'intérieur et à l'extérieur des ateliers : - prendre des dispositions pour que chaque stockage soit associé à un dispositif permettant d'éviter tout écoulement de polluant au sol. |
| Constats : Le jour de l'inspection, il a été constaté la bonne mise en place sur rétentions, adaptées au produit stocké, des produits susceptibles de générer une pollution. Les rétentions étaient maintenues propres et vides et aucun produit incompatible n'était stocké sur une même rétention. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Réserve incendie – Constat visite précédente

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2003, article 12.3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Réserve incendie |
| Prescription contrôlée : La présence d'une réserve incendie implantée à 250m du site a été vérifiée. Selon les constatations réalisées, le volume de l'ouvrage n'atteindrait pas les 500m ³ mentionnés par l'arrêté : - prendre contact auprès du gestionnaire de l'équipement pour lui demander de justifier le volume exact. Si ce volume est inférieur à 500m ³ , il conviendra alors de demander l'avis du SDIS. - prendre contact auprès du gestionnaire de l'équipement pour demander de procéder à son nettoyage (curage). |
| Constats : Le jour de l'inspection, la réserve d'eau incendie présente à 250m du site n'a pu être visualisée. L'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer le volume exact de cette réserve d'eau. → L'exploitant prend contact avec le gestionnaire de la réserve d'eau incendie afin de connaître son volume exact. Si ce volume est inférieur à 500 m ³ , l'exploitant sollicite un avis des services de secours afin de déterminer si un volume de réserve en eau complémentaire nécessite d'être mis en place sur le site. Une convention de mise à disposition de la réserve en cas d'incendie sera établie avec le gestionnaire de la réserve. Par ailleurs, aucun document des services de secours permettant de valider cette réserve d'eau incendie n'a été fourni. → L'exploitant sollicite un avis écrit des services de secours (SDIS) afin qu'ils valident ou excluent la possibilité de se servir de la réserve d'eau en cas d'incendie. Le contact du SDIS 44 que l'exploitant peut solliciter est le Lieutenant GESVRET (prise de poste début avril 2022) à l'adresse mail : didier.gesvret@sdis44.fr |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Tableau de classement des installations – VP

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/06/2009, article 2 |
| Thème(s) : Situation administrative, Tableau de classement |
| Prescription contrôlée : Suite à des changements de process, à l'arrêt de l'activité d'application de peintures liquides et aux évolutions réglementaires, le tableau de classement n'est plus à jour : <ul style="list-style-type: none">- actualiser ce tableau. La réflexion devra porter sur les activités réellement exercées sur site mais aussi prendre en compte les évolutions réglementaires, en particulier :- la rubrique 2563 relative aux activités de dégraissage,- la directive IED (rubriques 3000) relative aux émissions industrielles,- la directive SEVESO 3 (rubriques 4000) relative aux substances et mélanges dangereux. |
| Constats : Depuis le dernier arrêté préfectoral complémentaire du 05 juin 2009, des évolutions du site et des évolutions réglementaires sont intervenues. Par conséquent, il est nécessaire de procéder à l'actualisation du tableau de classement des installations et activités présentes sur le site. → L'exploitant fournit à l'inspection des installations classées un tableau de classement actualisé suite aux dernières évolutions réglementaires, et notamment : <ul style="list-style-type: none">- Rubrique n° 2567-2 : il est nécessaire de fournir la quantité journalière maximale de composés métalliques consommés ;- Rubrique 2565-2 : Passage de Autorisation à Enregistrement. Un récolement aux prescriptions applicables de l'arrêté ministériel du 09/04/2019 devra être fourni ;- Pour l'ensemble des autres rubriques déjà autorisées sur le site, une confirmation des caractéristiques (volumes, débits, puissance...) devra également être fournie. Le jour de l'inspection, il a été constaté la mise en place d'une sableuse automatique. → L'exploitant devra également se positionner sur la puissance installée au titre de la rubrique n° 2575 (sableuse manuelle + sableuse automatique). |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Cessation d'activité – Constat visite précédente

| |
|--|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2016, article R.512-66-1 |
| Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activité |
| Prescription contrôlée : L'activité d'application de peintures liquides n'est plus exercée sur le site, les installations ont été démantelées : <ul style="list-style-type: none">- engager une procédure de cessation d'activité selon les dispositions du code de l'environnement. S'agissant d'une cessation partielle, ces dispositions pourront être adaptées mais comprendre un diagnostic de sols. |
| Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué souhaiter conserver le bénéfice de l'autorisation au titre de la rubrique n° 2940-2 relative à l'application de peintures liquides. En effet, même si le procédé n'est plus mis en oeuvre sur le site actuellement, l'exploitant envisage une réutilisation de ce process à court terme (avant fin 2022). Les peintures mises en oeuvre seront uniquement à base aqueuse et ne contiendront pas de solvants susceptibles de contenir des composés organiques volatils (COV). → Au préalable de modifications des activités, et notamment de la mise en place d'une activité d'application de peintures liquides, l'exploitant devra déposer un dossier de Porter à Connaissance conformément à l'article R. 181-46 du code de l'environnement. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Traçabilité des déchets – Constat VP

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2003, article 10.3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Déchets |
| Prescription contrôlée : Les bordereaux de suivi des déchets n'ont pas été présentés (absence de la personne en charge de ce dossier) : - transmettre à l'inspection des installations classées le récapitulatif des 12 derniers mois. |
| Constats : Le jour de l'inspection, le registre des déchets, tenu informatiquement, a été consulté. Celui-ci contient l'ensemble des informations visées par l'arrêté ministériel du 31/05/2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-43-1 du code de l'environnement. Par échantillonnage, le bordereau n°S621-E044161 du 26/05/2021 et relatif à l'évacuation des BIG BAG de poudres de peinture sous le code déchet 08 01 11* a été analysé. L'ensemble des informations permettant la traçabilité du déchet jusqu'à son élimination sont présentes et n'appellent pas de commentaire de la part de l'inspection des installations classées. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Entretien des locaux

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2003, article 6 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des locaux |
| Prescription contrôlée : Certains ateliers ou parties d'ateliers sont sales avec la présence de déchets, de poussières, etc. Il en est de même des extérieurs où des déchets divers sont entreposés (ferrailles, bois, etc.) : - procéder à un nettoyage général du site (intérieur et extérieur). |
| Constats : Le jour de l'inspection, les locaux (intérieurs et extérieurs) étaient rangés et il n'a pas été constaté la présence de poussières nécessitant un nettoyage immédiat. L'exploitant a indiqué procéder à un nettoyage des locaux périodiquement. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Garanties financières

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2012, article 2 |
| Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières |
| Prescription contrôlée : La société PIA ne semble pas connaître le dispositif de garanties financières. Les activités actuellement autorisées entrent dans le champ d'application du texte (rubrique 2565) : - à partir du nouveau tableau de classement qui va être établi (cf. R2), définir si les activités relèvent du dispositif et, si oui, à quelle échéance. |
| Constats : Au vu des rubriques présentes sur le site, et de l'actualisation du tableau de classement à venir, l'établissement ne sera pas soumis à la constitution de garanties financières. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Consommation d'eau

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 55 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Consommation d'eau des opérations de rinçage |
| Prescription contrôlée : La société PIA n'établit pas systématiquement le calcul de sa consommation spécifique d'eau : - à partir du mode de calcul proposé par l'arrêté de 2019, définir la consommation spécifique |
| Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier le calcul de la consommation spécifique d'eau de son établissement. Il a indiqué que la personne en charge de ce suivi était en arrêt maladie. Il s'est engagé à réaliser et à transmettre le calcul de la consommation spécifique d'eau pour l'année 2021 au cours de l'année 2022. → L'exploitant transmet, dès réalisation et avant fin 2022, le calcul de la consommation spécifique d'eau de son établissement au titre de l'année 2021. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Recensement des parties à risques

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 10 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Locaux à risques |
| Prescription contrôlée : Locaux à risques Recensement des parties de l'installation susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre A minima toutes parties de l'installation concernées par l'emploi ou le stockage de substances ou mélanges inflammables ou à mention de danger H300, H301, H310, H311, H330, H331, H370 ou H372 |
| Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué oralement où se trouvaient les locaux susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre. Il a précisé qu'aucun document (plan) n'avait été réalisé en ce sens. Un rappel de l'inspection des installations classées sur la nécessité de procéder à la réalisation d'un plan des locaux à risques, tenu à la disposition des services de secours en cas d'incendie a été effectué. → L'exploitant transmet à l'inspection des installations le plan des locaux à risques dès sa réalisation. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Installations électriques – conception

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques |
| Prescription contrôlée : Installations électriques conçues conformément aux normes en vigueur et entretenues |
| Constats : Le jour de l'inspection, le rapport SLP n° 9557 du 09/06/2021 relatif à la vérification des installations électriques a été consulté. Celui-ci comporte de nombreuses non-conformités, l'exploitant ayant indiqué que certaines ont été soldées. Le rapport Q18 conclut que l'état des installations électriques "ne peut pas entraîner de risques d'incendie et d'explosion". → L'exploitant procède, ou fait procéder, à la levée des non-conformités relevées lors de la dernière vérification des installations électriques. L'ensemble des actions réalisées sont tracées dans un tableau comportant, a minima, la date de réalisation et l'émargement de la personne intervenue. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Installations électriques – chauffage des bains

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques |
| Prescription contrôlée : Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage. Contrôles réguliers de ces dispositifs et systématiquement après tout arrêt prolongé d'activité. |
| Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué que deux sondes de niveau bas sont présentes dans la cuve disposant d'un système de chauffage (cuve de dégraissage). La première déclenche l'appoint d'eau. La seconde, présente quelques centimètres plus bas déclenche la coupure électrique du brûleur permettant la chauffe du bain. Après un tel déclenchement, il est nécessaire d'intervenir dans l'armoire électrique (disjoncteur) pour relancer le process et la chauffe du bain. En complément une alarme visuelle (gyrophare) afin de prévenir les opérateurs se met en route en cas de déclenchement. Un test a été réalisé par l'exploitant le jour de l'inspection. Le déclenchement du second niveau bas a bien entraîné la disjonction du brûleur et l'arrêt du chauffage du bain de dégraissage. Sur le site, seul ce bain est chauffé. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte incendie – moyen d'alerte

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte |
| Prescription contrôlée : a) moyen d'alerte des SIS |
| Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué que des téléphones fixes sont présents dans les locaux administratifs. En complément un téléphone portable, détenu par le responsable de production, est présent dans l'atelier de production. En cas de besoin, l'ensemble de ces téléphones sont configurés pour permettre un appel aux services de secours. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte incendie – extincteurs

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte |
| Prescription contrôlée : b) D'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. |
| Constats : Le jour de l'inspection, le plan des extincteurs présents sur le site a été consulté. Par ailleurs, le rapport de vérification CHUBB (SICLI) référencé 15046541 du 10/02/2022 a été également consulté. L'ensemble de ces éléments n'appellent pas de commentaire de la part de l'inspection des installations classées. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Confinement des eaux incendie – dimensionnement

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20.III |
| Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie |
| Prescription contrôlée : Bassin de confinement (ou dispositif équivalent) pour recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction Dimensionnement justifié dans le dossier d'E |
| Constats : L'exploitant a indiqué que l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées seraient dirigées vers une cuve enterrée après manoeuvre d'une vanne présente avant le point de rejet. Il n'a pas été en mesure d'indiquer le volume de cette cuve et de le corréler au calcul D9A du référentiel APSAD afin de confirmer celui-ci comme suffisant. → L'exploitant procède au calcul du dimensionnement des besoins en eau via la méthode de calcul du référentiel APSAD D9. → Par la suite, l'exploitant procède au calcul du dimensionnement des besoins de confinement des eaux susceptibles d'être polluées via la méthode de calcul du référentiel APSAD D9A. → Enfin, il corréle le volume à confiner déterminé par la méthode de calcul D9A au volume de la cuve enterrée présente sur le site. Si le volume de la cuve enterrée est inférieure au volume à confiner, l'exploitant propose des mesures compensatoires pour atteindre ce volume. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Confinement des eaux incendie – consignes

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20.III |
| Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie |
| Prescription contrôlée : Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement. |
| Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué que le confinement des eaux sur le site était réalisé au moyen d'une vanne "3 voies" placée avant le point de rejet vers le milieu extérieur. La manipulation de cette vanne n'est pas automatisée et nécessite d'être réalisée par une personne du site ou des services de secours. L'exploitant a précisé qu'aucune formation de personnels n'avait été réalisée en ce sens. Par ailleurs, aucune consigne écrite n'existe. Enfin, la vanne n'est pas indiquée visuellement au moyen d'un panneau présent physiquement à son emplacement de manoeuvre. → L'exploitant met en place une indication visuelle sur place permettant d'identifier la position de la vanne à manoeuvrer en tout temps. → L'exploitant met en place une consigne écrite de manoeuvre de la vanne et procède à une formation des personnels présents sur le site. Cette formation est émargée par l'ensemble des participants et tenue à la disposition de l'inspection des installations classées. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |